

MODULE 8
GENRES
EN SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE



TABLE DES MATIÈRES

● Le projet FOURMIS.....	PAGE 3
● Présentation du Module.....	PAGE 4
● Activité Remue-méninge.....	PAGE 5
● Documentaire et complément théorique.....	PAGE 6-7
● Présentation magistrale 1.....	PAGE 8-12
● Présentation magistrale 2.....	PAGE 13-16
● Activité de réflexion.....	PAGE 17
● Références.....	PAGE 18-19
● Annexes.....	PAGE 20

Recherche et rédaction: Clara Leroy et XX

Credit photo couverture: Richard Eeva (flickr)

Conception graphique : Maïka Sondarjee

ISBN 978-2-924878-15-6 (PDF)

ISBN 978-2-924878-14-9 (imprimé)

PRAXIS
Centre de développement professionnel
Faculté des arts et des sciences

Université 
de Montréal
et du monde.

Réseau d'études des
dynamiques transnationales
et de l'action collective

Une unité du  CÉRIUM



REDTAC

Université 
de Montréal

PROJET FOURMIS

Projet

Depuis 2009, des étudiants affiliés au Réseau d'études des dynamiques transnationales et de l'action collective (REDTAC) ou au Département de science politique de l'Université de Montréal ont réalisé des documentaires vidéos sur différents enjeux contemporains de développement. Le projet FOURMIS (Formation ouverture et regards multimédias sur l'international et la solidarité) mobilise les connaissances contenues dans ces documentaires à l'aide de trousse pédagogiques interactives. Ces trousse sont organisées autour desdits documentaires, de ressources infographiques, d'activités participatives et de compléments théoriques.

Chaque module permet de s'informer et de se forger une vision personnelle et éclairée des enjeux traités. Les huit premières trousse portent sur

- La déforestation et l'agroforesterie
- Les nouveaux enjeux de la migration
- L'environnement et la gestion des déchets
- La souveraineté alimentaire
- L'accaparement des terres
- L'altermondialisme
- L'urbanisation
- Les enjeux de genre

Public-cible

Les formations et les trousse pédagogiques du projet FOURMIS sont destinées aux enseignants des programmes internationaux des CEGEP et d'études secondaires avancées, ainsi qu'aux responsables d'ONG francophones. Le but est d'offrir des outils 2.0 pour les formateurs voulant innover dans leurs techniques d'enseignement, à l'aide d'outils interactifs et de supports multimédias.

Contact

Dominique Caouette

Coordonnateur, Réseau d'études des dynamiques transnationales et de l'action collective (REDTAC)

Département de science politique, Université de Montréal

dominique.caouette@umontreal.ca

Maïka Sondarjee

Membre associée, Réseau d'études des dynamiques transnationales et de l'action collective (REDTAC)

Doctorante, Université de Toronto

maika.sondarjee@mail.utoronto.ca

MODULE 8

GENRES EN SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Description

Les femmes sont souvent les plus fortement touchées par les inégalités sociales. Pendant longtemps, la plupart des projets de solidarité internationale visant à résoudre ce problème d'inégalité n'intégraient pourtant pas les personnes concernées. On considérait qu'il fallait les « sauver », et non travailler main dans la main avec elles pour faire changer les choses. À la suite des critiques formulées par plusieurs courants féministes, une prise de conscience a émergé : celle-ci préconise de considérer le rôle actif des femmes et des personnes non binaires dès l'élaboration des projets de solidarité internationale jusqu'à leur mise en œuvre.

Objectifs

À la fin de ce module, les personnes participant à cette formation devraient être en mesure de :

- 1) saisir la diversité des expériences de femmes et déconstruire l'idée d'un modèle unique universalisable ;
- 2) reconnaître les différentes façons de percevoir les identités de genre selon les cultures ;
- 3) comprendre les revendications principales des féminismes postcoloniaux et décoloniaux concernant les images des femmes non occidentales ;
- 4) réfléchir aux problèmes engendrés lorsque les femmes et les personnes non binaires ne sont pas prises en compte dans les projets de solidarité internationale ;
- 5) parvenir à trouver des pistes de solutions.

Déroulement

- | | |
|---|--------------|
| 1. Remue-méninges | (20 minutes) |
| 2. Documentaire : « Minera: The Women Miners of Benguet » | (20 minutes) |
| Retour et discussion | (10 minutes) |
| 3. Présentation – Tour d'horizon | (25 minutes) |
| 4. Présentation – Participation des femmes dans les projets de solidarité | (25 minutes) |
| 5. Activité de réflexion Élaboration d'un projet de solidarité | (45 minutes) |

Total : 2h25

REMUE-MÉNINGE

Objectif

Cette activité a pour but de susciter la curiosité, la participation et la prise de conscience des membres du groupe en proposant une première réflexion sur les enjeux liés aux femmes et aux personnes non binaires en solidarité internationale. Cela permettra aux responsables de la formation de découvrir le niveau de connaissance du groupe sur ce sujet. Les éléments apportés par cette activité de remue-ménings serviront de base théorique pour la suite du module.

Plus spécifiquement, cette activité devrait permettre aux membres du groupe de :

- Se familiariser avec le vocabulaire lié aux femmes, aux identités de genre et aux orientations sexuelles (hétérosexuel, homosexuel, bisexuel, etc.).
- Comprendre qu'il existe une grande diversité de profils de femmes, certaines étant davantage discriminées ou en difficulté que d'autres pour de multiples facteurs.
- Réaliser que le contexte dans lequel les femmes vivent et évoluent peut changer radicalement leurs modes d'existence et leurs décisions.

Déroulement

1. Le ou la responsable de la formation s'assure d'avoir lu le lexique en annexe.
2. Il ou elle invite les membres du groupe à se séparer en douze équipes de deux personnes ou plus, selon les effectifs, et attribue une carte par équipe (possibilité de faire l'activité avec 12 personnes ou moins : dans ce cas, chaque personne se voit attribuer une carte). Ces cartes correspondent à des profils différents de femmes, avec une liste de quelques informations à leur sujet (sexe, genre, orientation sexuelle, race, nationalité, religion, âge, handicap, milieu social, pays d'origine, etc.).
3. Les équipes doivent ensuite faire une liste des discriminations, des avantages et des difficultés que pourrait vivre la personne figurant sur la carte. Elles doivent s'appuyer pour cela sur la courte liste sous la photo et peuvent demander de l'aide si des termes ou des informations leur échappent. Certains profils seront potentiellement très désavantagés, discriminés, alors que d'autres ne le seront presque pas : le ou la responsable peut décider de prévenir l'ensemble du groupe ou non, selon sa préférence. Cette période ne devrait pas dépasser 8 minutes environ.
4. Chaque équipe doit alors présenter sa carte aux autres équipes et faire part brièvement de ses conclusions de l'étape 3 (8 minutes environ). Le ou la porte-parole de l'équipe commence sa phrase ainsi : « Je m'appelle [prénom de sa carte] et je suis [liste des informations] », puis il ou elle présente les hypothèses de son équipe.
5. Le ou la responsable de la formation peut faire un retour sur l'activité et éclairer le groupe sur des mots de vocabulaire spécifique en revenant si nécessaire sur une ou deux interventions. S'il reste du temps, il ou elle peut aussi tenter de comparer, de mettre en relation les différents profils (5 minutes environ).

Matériel nécessaire

- Le lexique en annexe
- Les cartes « Qui suis-je ? » en annexe à imprimer et à découper

DOCUMENTAIRE

Minera : The Women Miners of Benguet **2013**

Réalisateur(s) : Véronique Deslauriers et Jean-Philippe Hughes.

Synopsis

Minera: The Women Miners of Benguet est un documentaire sur des femmes qui travaillent dans les mines de la province de Benguet, aux Philippines. Il s'agit d'une zone rurale où vit majoritairement une population autochtone. Mais de plus en plus d'anciens cultivateurs ou de diplômés se tournent vers l'exploitation minière d'or, et notamment des femmes. Pourtant, leur travail ne semble pas être reconnu à sa juste valeur, alors même qu'elles doivent souvent le combiner avec des tâches ménagères.

Objectif

La présentation de ce documentaire a pour objectif de fournir aux personnes participant à la formation un premier aperçu des multiples problématiques liées aux femmes. Le cas des mineuses aux Philippines fournira le point de départ d'une réflexion sur la question.

Déroulement

1. La formatrice ou le formateur prend soin d'avoir lu le complément théorique.
2. Il ou elle présente la vidéo.
3. Il ou elle lance la discussion en s'inspirant des questions de réflexion suivantes :

- **Selon vous, quelles sont les conséquences liées au travail des femmes philippines dans les mines ?**
- **Pourquoi pensez-vous que les hommes sont mieux considérés que les femmes à la mine, alors qu'elles y fournissent un travail essentiel et difficile ?**
- **Pensez-vous que ces mineuses rencontrent des difficultés parce qu'elles sont des femmes ou à cause de leur origine autochtone, de leur milieu social ou de leur état matrimonial ?**

Matériel nécessaire

- Projecteur
- Documentaire *Minera : The Women Miners of Benguet*

COMPLÉMENT THÉORIQUE

Documentaire *The Women Miners of Benguet*

Benguet est une province des Philippines. Cette zone montagneuse abrite de nombreux peuples autochtones, dont les Kalanguyas et les Kanakaney. Longtemps réputée pour ses cultures de légumes, on la surnomme encore aujourd'hui «le bol de salade des Philippines». Toutefois, les agriculteurs et agricultrices abandonnent peu à peu leurs champs pour rejoindre les mines d'or, attirés par la possibilité, avec un peu de chance, de devenir riches. Même des jeunes qui possèdent des diplômes mais qui ne trouvent pas de travail sont attirés par les mines.

Au départ, seuls les hommes avaient pour habitude de travailler dans les mines de petite taille (small scale mining), mais peu à peu les femmes de la famille propriétaire ont commencé à apporter leur aide. Elles poussent le chariot rempli de poussière, trient l'or, le cuisent et le nettoient. Parfois, elles accomplissent la même tâche que les hommes : le kunyas, ce qui désigne l'action de creuser dans la mine avec un marteau piqueur. Cette tâche est ardue et elle demande un effort physique souvent douloureux. Les filles encore scolarisées ont également rejoint leurs mères à la mine, au moment des vacances d'été et les samedis.

Un autre phénomène est apparu récemment : il s'agit de femmes, parfois monoparentales ou ne faisant pas partie de la famille propriétaire, qui ont choisi de travailler elles aussi à la mine. Elles ne sont plus simplement des aides, elles effectuent ce travail comme métier afin de subvenir à leurs besoins. Il peut leur arriver de migrer dans d'autres pays pour travailler dans les mines d'or, et elles doivent alors laisser leur famille derrière elles.

Ces femmes sont exposées à de nombreuses difficultés, comme le fait de devoir combiner leur travail à la mine avec les tâches ménagères et l'éducation des enfants. Malgré leurs contributions en tant que mineuses, elles ne bénéficient pas du même statut que les hommes ni, la plupart du temps, du même salaire. Elles sont encore très souvent perçues comme des aides, mais pas comme des travailleuses à part entière. Enfin, il faut garder à l'esprit que le travail dans les mines est très difficile et dangereux.

Certaines femmes exerçant le métier de mineuses se mobilisent pour faire entendre leur voix et faire respecter leurs droits en tant que travailleuses dans les mines ainsi, bien souvent, que comme autochtones. À leurs revendications s'ajoutent parfois la défense de l'environnement de même que l'accès à leurs terres et à leurs ressources.



Crédit photo : LHOON. Jin Hua Gong Mine.

PRÉSENTATION MAGISTRALE 1

Tour d'horizon sur les femmes et les personnes non-binaires dans le monde

Objectif

L'objectif est de présenter, dans un premier temps, la diversité des parcours de femmes dans le monde. Cette partie théorique se fait donc dans la continuité de l'activité de remue-méninges, tout en introduisant des notions plus complexes telles que le post-colonialisme. Par la suite, le groupe sera sensibilisé aux questions de genre et aux enjeux qui s'y rattachent. Seront également présentées les différentes organisations de défense des personnes non binaires dans le monde.

Déroulement

1. Le ou la responsable de la formation lit le complément théorique fourni pour la présentation magistrale ;
2. Il ou elle peut demander aux membres du groupe de lire au préalable ce complément théorique ;
3. Il ou elle présente un tour d'horizon sur les femmes et les personnes non binaires dans le monde en s'inspirant du complément théorique ;
4. Il ou elle engage la discussion en s'inspirant des questions de réflexion suivantes :

- **Vous est-il déjà arrivé de sentir que vous ne correspondiez pas à la définition figée des genres, c'est-à-dire à l'image traditionnelle que l'on se fait d'une femme ou d'un homme, ou à ce que l'on attend de l'une comme de l'autre ?**
- **Dans quelle mesure est-il important, selon vous, de prendre en compte la diversité des femmes et des personnes non binaires dans les recherches ou les projets que l'on mène ?**
- **Pourquoi ? Comment pourrait-on le faire ?**

Matériel nécessaire

- Le complément théorique associé

COMPLÉMENT THÉORIQUE

Placer les femmes et les personnes non binaires au centre des enjeux du développement

De l'intégration des femmes dans le développement à l'intégration d'une perspective de genre (*gender mainstreaming*)

L'Organisation des Nations Unies (ONU) est un acteur incontournable de la coopération internationale. L'analyse de ses actions, en plus de nous présenter un panorama de l'évolution des questions de genre à l'intérieur de l'institution, nous amène aussi à comprendre les actions des mouvements de femmes, qui revendiquent la participation des femmes dans les prises de décisions en matière de développement.

Les quatre conférences mondiales des Nations Unies sur les femmes ont constitué des étapes historiques importantes pour la participation des femmes au développement ainsi que pour les démarches collectives et internationales sur l'égalité de genre. La première Conférence mondiale sur le statut des femmes (1975) a été le prélude à la Décennie des Nations Unies pour la femme (1976-1985). À cette époque, l'ONU se concentrait surtout sur les actions visant à faire avancer la participation économique des femmes partout dans le monde et à renforcer leur rôle actif dans les enjeux de développement (Jaquette et Staudt 2006). Il s'agit d'une époque marquée par l'objectif d'intégrer les « femmes au développement » (*Women in Development – WID*).

Même si cette approche avait pour but de mettre les femmes au centre du développement, en tant que sujets actifs, son biais économiciste reste la cible de plusieurs critiques (Verschuur 2015 ; Pinto 2008). Les actions mises en œuvre dans l'approche WID se concentrent sur le développement économique international, mais ne tiennent pas compte des besoins des femmes elles-mêmes (Martinez 2008). En outre, elles ignorent la réalité des paysannes du Sud, des femmes noires et d'autres groupes de femmes faisant partie du marché formel de travail, mais qui se trouvent encore en situation de marginalité sociale et économique.

À partir de ces critiques, les courants féministes marxistes ont suggéré, dans la deuxième moitié des années 1970, une nouvelle façon de penser l'intégration des femmes dans le développement. Cette phase, qui marque une nouvelle étape de la pensée théorique de même que des actions militantes, est désignée par la formule « femmes et développement » (*Women and Development – WAD*). Cette perspective a mis l'accent sur l'imbrication entre le capitalisme et le patriarcat, désormais au centre des débats. En opposition au WID, les mouvements de femmes et féministes attirent alors l'attention sur le fait que les femmes étaient déjà incluses dans le développement. Ils font par ailleurs remarquer que le travail formel, informel et principalement non rémunéré qu'elles accomplissent (les travaux au foyer et la prise en charge des travaux domestiques) contribuait au développement et au renforcement du système capitaliste et patriarcal (Martinez 2008). Considérant que l'amélioration des conditions d'existence des femmes était liée aux changements des structures économiques et sociales, l'approche WAD continuait cependant de percevoir les femmes comme un groupe homogène, sans tenir compte des questions relatives à la race, à la classe sociale et à la nationalité.

Dans ce contexte, plusieurs mouvements féministes et de femmes du Sud (Amérique latine, Afrique et Asie) se sont organisés pour dénoncer le caractère occidental-centrique des actions et des discussions sur les femmes et le développement. Parmi ceux-ci, mentionnons Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN). Formé en 1984, ce groupe de militantes, de chercheuses et de représentantes politiques des pays en développement affirme que «les racines structurelles de la pauvreté sont l'accès inégal aux ressources, le contrôle extérieur de la production, du commerce, des financements et de l'argent ainsi que, au-delà des frontières nationales, le sexe, la région ou la classe» (DAWN 2000). Il insiste en outre sur la diversité existant parmi les femmes issues de différentes sociétés ou régions. C'est alors par la mise en évidence de relation entre les systèmes économiques et sociaux et les inégalités de sexe, de race et de classe que DAWN contribue à une nouvelle approche du développement, nommée «genre et développement» (*Gender and Development – GAD*).

Considérant les rapports sociaux des sexes comme un enjeu de développement, le GAD fait valoir que les rapports inégalitaires de genre constituent un obstacle tant au développement qu'à la participation des femmes à celui-ci (Martinez 2008). Cette approche a permis de dépasser l'idée que les femmes forment un groupe homogène pour penser les rapports de genre dans le contexte relationnel des rapports de pouvoir (Pinto 2008). C'est donc dans ce contexte que la quatrième Conférence mondiale sur les femmes a eu lieu.

La Déclaration de Beijing (1995) et son Programme d'action, rédigés à l'issue de cette conférence, représentent un tournant décisif quant à la participation des femmes au développement et aux processus décisionnels en la matière. Il s'agit d'un accord qui engage l'ONU, ses États membres et la société civile à mettre en œuvre des actions visant l'«égalité entre les femmes et les hommes» (EFH). Dès lors, les acteurs mondiaux se doivent d'intégrer la perspective de genre (*gender mainstreaming*) dans leurs actions, définies comme un ensemble de stratégies et de processus aussi bien institutionnels que techniques visant l'EFH et l'autonomisation (*empowerment*) des femmes (Nations Unies/PNUD 2017).

Penser les femmes au pluriel : la contribution des féminismes postcoloniaux et décoloniaux

L'intégration de la perspective de genre dans les programmes de solidarité internationale et les dénonciations du biais occidental de ces programmes ont contribué de façon importante à penser le rôle actif des femmes dans le développement. Néanmoins, la conception binaire des sexes (femme/homme) et l'image homogénéisée des «femmes du Sud» sont encore une source de revendications pour de plus grands changements (Verschuur 2015). Il importe donc de connaître les contributions apportées par les féministes postcoloniales et décoloniales.

Chandra Mohanty (1984), une des plus importantes figures du féminisme postcolonial, dénonçait l'image coloniale des «femmes du Tiers Monde» encore véhiculée par des femmes occidentales. Le féminisme postcolonial propose donc de prendre en compte la diversité des expériences des femmes par rapport à leur classe, leur race, leur ethnie, leur religion, leur nationalité, etc. Son apport majeur a été de présenter une autre vision des femmes non occidentales, non pas en les considérant comme des femmes passives ou victimes, mais plutôt en soulignant leur caractère émancipé.

Dans la même perspective intersectionnelle que celle des féministes noires (Collins 2008 ; Davis 1983), les féministes décoloniales apportent elles aussi des contributions indispensables pour penser l'action des femmes dans le développement ainsi que dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets de solidarité internationale. Cette approche dresse une critique des savoirs occidentaux hégémoniques

en valorisant les savoirs marginaux et en affirmant les groupes sociaux comme les protagonistes de leurs propres histoires (Lugones 2007). Dans le contexte du développement, la perspective décoloniale vient également contester l'homogénéisation enfermant les « femmes du Sud » dans une catégorie unique et mettre en relief le besoin de rehausser les capacités, les appartenances, les expériences et les savoirs propres de ces femmes (Verschuur et Destremau 2012) pour travailler à la solidarité internationale.

Ce travail de reconnaissance et de prise en compte de la diversité des femmes ainsi que l'instauration d'un rapport d'égaux à égaux sont alors considérés comme les conditions préalables et nécessaires à l'élaboration d'un projet de solidarité internationale.

Les approches postcoloniales et décoloniales nous permettent de prendre en compte la diversité des femmes et l'imbrication entre sexe, race, classe, nationalité. Néanmoins, il est important d'élargir les discussions au-delà de la catégorie dichotomique femme/homme pour penser les projets de solidarité internationale.

Sortir de la dichotomie pour penser les rapports de genre

On parle aujourd'hui d'une personne cisgenre lorsque son identité de genre correspond au sexe qui lui a été assigné à la naissance. Par exemple, Erika est cisgenre, car, en fonction de ses organes génitaux féminins, on a déterminé à sa naissance qu'elle était de sexe féminin. Son identité de genre, en tant que femme, correspond alors à cette assignation. En revanche, April est transgenre, car son identité de genre (féminin) ne correspond pas au sexe (masculin) qu'on lui a assigné à la naissance. Cela sous-entend qu'il existe des identités autres que celles d'homme ou de femme, identités qui varient beaucoup d'une culture à l'autre.



Crédit photo : Maika Sondarjee

Le genre à travers le monde : des représentations variées

En Amérique du Nord, les nations amérindiennes utilisent par exemple le terme de bispiritualité. Au-delà de la division occidentale entre sexe, genre et orientation sexuelle, le terme représente la conception traditionnelle autochtone, qui admet l'inséparabilité des expériences liées à la sexualité de celles liées à la communauté et à la culture (Wilson 1996). À ne pas confondre avec la bisexualité, la bispiritualité, synonyme « d'être aux deux esprits », est vue comme un troisième genre social, qui s'ajoute aux genres masculin et féminin. Traditionnellement, les personnes *two-spirit* ont des rôles spécifiques qui leur sont attribués, comme celui de voir l'avenir, d'organiser les mariages ou encore de choisir les prénoms des nouveau-nés.

Il est primordial de comprendre que la bispiritualité n'est pas un synonyme interchangeable de « transgenre », car ce qui importe, c'est le caractère spirituel de ce genre et non l'identité de la personne en tant que telle.

La bispiritualité est donc un genre à part entière, intimement lié à la culture autochtone. Mais il existe une infinité d'expériences en dehors de la dichotomie femme/homme. Par exemple, les Khatoeys en Thaïlande, plus connus sous le nom de « Ladyboy », et les Hijra en Inde et au Pakistan, font référence aux personnes de genre masculin qui s'identifient à un troisième genre (Stip 2015).

En raison de l'importante médiatisation au sujet des Khatoeys et des Hijra dans les médias et dans la culture thaïe et indienne, on saute parfois rapidement à la conclusion que ce genre à part est pleinement accepté. Pourtant, il y a encore des discriminations importantes à leur endroit, et ces personnes sont davantage exposées à des agressions verbales ou physiques que leurs concitoyens et concitoyennes (Busakorn Suriyasarn 2016).

Conclusion

Ainsi, l'idée principale qui ressort de notre analyse est qu'il est aujourd'hui possible d'élargir la compréhension de ce que nous considérons comme des femmes, des hommes et des personnes non binaires pour pouvoir mener à terme des projets de solidarité internationale. Au même titre qu'il n'y a pas une définition unique de « la » femme, il n'y a pas une seule conception figée du genre.

Si le point de vue occidental sur ces enjeux reste toujours dominant, il côtoie désormais d'autres approches issues de multiples cultures. Il est dès lors pertinent de faire dialoguer ces perspectives, afin de trouver des solutions adaptées aux problèmes de santé, d'environnement, d'éducation ou autres auxquels on souhaite remédier.



Crédit photo : Richard Eeva. Inle Lake. Myanmar.

PRÉSENTATION MAGISTRALE 2

Les projets de solidarité et les enjeux de genre

Objectif

L'objectif est ici, dans un premier temps, de présenter aux membres du groupe les différents acteurs de la solidarité internationale. Ensuite, ceux-ci pourront être sensibilisés aux problèmes de la sous-représentation des femmes et des personnes non binaires dans les projets de solidarité internationale. Puis, on exposera à ce stade les raisons possibles de ce phénomène, ainsi que des solutions concrètes ayant déjà été adoptées pour parvenir à changer la situation.

Enfin, un cas spécifique illustrant les problèmes présentés précédemment sera soumis au groupe. Il s'agit du cas d'une politique de lutte contre la pauvreté menée au Pérou et en Bolivie.

Déroulement

1. Le ou la responsable de la formation lit le complément théorique fourni pour la présentation magistrale ;
2. Il ou elle peut demander aux membres du groupe de lire au préalable ce complément théorique ;
3. Il ou elle présente le problème de la sous-représentation des femmes et des personnes non binaires dans les projets de solidarité internationale en s'inspirant du complément théorique ;
4. Il ou elle lance la discussion en s'inspirant des questions de réflexion suivantes :

- Avez-vous en tête des exemples de projets de solidarité internationale ? Pourriez-vous dire quels types d'acteurs les ont créés ?
- Selon vous, quelles solutions pratiques pourrait-on mettre en place lors de la création d'un projet de solidarité internationale pour y inclure les femmes et les personnes non binaires comme actrices ou sujets actifs à part entière, de la formulation jusqu'à la mise en œuvre des projets ?

Matériel nécessaire

- Complément théorique

COMPLÉMENT THÉORIQUE

La participation des femmes et des personnes non binaires dans les projets de solidarité internationale

Qu'est-ce que la solidarité internationale ?

La solidarité internationale regroupe l'ensemble des projets et des mouvements qui prennent en compte les situations d'inégalités ou d'injustices entre pays ou entre un pays et une autre entité, afin de les combattre de façon solidaire. Le carrefour d'éducation à la solidarité du Québec la définit ainsi :

« C'est l'idée que le développement n'est possible que par la solidarité, c'est-à-dire la création de liens permanents et généralisés entre les peuples, sur la base de l'égalité, du partage, de la réciprocité et du respect mutuel. Cette solidarité exclut toutes les formes d'actions qui ont pour effet d'accroître la dépendance des pays du Sud envers les pays du Nord et évite de donner la misère et la souffrance en spectacle . »

On retrouve donc dans l'idée de solidarité internationale plusieurs notions associées aux féminismes postcoloniaux et décoloniaux : agir main dans la main avec les actrices et acteurs concernés plutôt que d'agir en sauveur ou en sauveuse. C'est donc avant tout aller de l'avant dans la reconnaissance de l'agentivité des femmes et des personnes non binaires bénéficiaires des programmes de solidarité internationale. Ainsi, la solidarité internationale se veut critique à l'endroit des projets qui maintiennent, voire entretiennent, un rapport de domination et de dépendance dans leurs implications.

Les principaux acteurs de la solidarité internationale Les États, régions ou collectivités locales

Les États peuvent être considérés comme les premiers acteurs de la solidarité internationale. Ils représentent la source primaire de financement des organisations internationales et des organisations non gouvernementales, et ils agissent aussi par le truchement de leurs politiques sociales et étrangères . De plus, ils disposent de ressources financières et décisionnelles importantes, qui leur permettent de mener des projets de grande envergure. Les États peuvent également organiser des sommets internationaux sur des enjeux tels que le droit des femmes, l'environnement ou la lutte contre la pauvreté, ou y participer.

Les collectivités locales participent quant à elles aux initiatives de solidarité internationale soit en collaboration avec leur État, soit dans une démarche dite de coopération décentralisée. Cette dernière signifie qu'une collectivité va se jumeler avec une autre (dans un pays différent) dans le but de s'entraider et de soutenir des échanges (financiers, culturels, informationnels) basés sur la réciprocité.

Les institutions internationales

On compte de multiples acteurs de la solidarité internationale. Évoquons d'abord les grandes institutions internationales. La plus connue, l'Organisation des Nations Unies (ONU), joue un rôle important dans l'élaboration des projets de solidarité par le truchement de ses différentes agences. La

Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW), l'ONU Femmes et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sont ainsi les principales agences onusiennes à œuvrer dans la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes partout dans le monde. D'autres institutions internationales, comme la Banque mondiale, développent de leur côté des projets solidaires. Bien que ces organisations soient au cœur de la solidarité internationale, certaines analyses féministes soulignent le caractère colonialiste de leurs interventions qui ne prennent pas en compte des spécificités du contexte social et culturel des pays où elles agissent (Falquet 2003 ; Chant 2016).

Les organisations non gouvernementales

Il existe énormément d'organisations non gouvernementales qui prennent part à la solidarité internationale. Elles jouent un rôle crucial lorsqu'elles sont engagées dans des actions de solidarité internationale, soit aux côtés des États, soit en menant des projets indépendants de développement. Une des ONG les plus influentes en solidarité internationale est Oxfam, qui agit « contre les injustices et la pauvreté » et travaille en collaboration avec des partenaires locaux répartis dans 90 pays. Amnistie internationale, International, Médecins du monde et Action Aid sont aussi des exemples de ce type d'acteurs.

Les mouvements de la société civile

Un autre type d'acteurs, différents mais incontournables en solidarité internationale, consiste dans les mouvements de la société civile. En effet, beaucoup de citoyens et de citoyennes souhaitent s'impliquer et se regrouper en dehors des organisations citées précédemment. Il s'agit d'une action plus spontanée (qui n'en est pas moins très organisée la plupart du temps) et qui vise avant tout à attirer l'attention sur des sujets de solidarité sociale.

Ces mouvements organisent des marches citoyennes, lesquelles attirent de plus en plus de monde. Citons pour exemple la Marche mondiale des femmes contre la pauvreté et la violence faite aux femmes. Cette initiative québécoise lancée par la Fédération des femmes du Québec est soutenue par plus d'une centaine d'organisations de femmes et féministes dans des pays différents et attire ainsi l'attention des médias internationaux lors de la marche.

Mentionnons également l'existence des forums altermondialistes : ceux-ci s'appuient sur une participation citoyenne sensibilisée à la défense de l'environnement, des droits des femmes ou encore du droit des animaux. Ces forums sont nés de la volonté d'offrir une tribune aux voix qui contestent les discours néolibéraux et capitalistes.

On peut donc recenser un nombre important d'acteurs de la solidarité internationale. Cependant, bon nombre de projets ont soit échoué, soit renforcé des situations d'oppression ; d'autres encore n'ont connu qu'un succès mitigé au regard de la faible participation des femmes. Force est de constater qu'il subsiste toujours de nombreux enjeux quant à la participation des femmes et des personnes non binaires aux projets les touchant directement ou indirectement.

Les femmes et les personnes non binaires dans la solidarité internationale

Au sein des ONG ou chez d'autres types d'acteurs de la solidarité internationale, on constate encore trop souvent une sous-représentation des femmes. Comme nous l'avons vu, des changements

majeurs, tant dans les organismes internationaux que dans un grand nombre d'ONG, s'imposent et nécessitent la prise en compte du rôle des femmes dans le développement. Avant de voir quels moyens pratiques peuvent être mis en place pour effectuer ce changement, il faut revenir sur les erreurs à ne pas commettre pour intégrer les femmes et les genres.

Signalons d'abord qu'il semble contradictoire de monter un projet ou de concevoir un programme visant à améliorer les conditions de vie des femmes et des personnes non binaires ou l'accès à l'égalité de genre sans la participation des principales intéressées. Pourtant, il arrive encore que des comités composés uniquement d'hommes cherchent à « libérer des femmes » de leur oppression. Non seulement cela revient à nier l'agentivité des femmes, mais c'est aussi partir d'un principe paternaliste. Cela maintient les rapports de domination des hommes sur les femmes et nie les savoirs situés, les expériences des femmes et leur capacité à parler par elles-mêmes ainsi qu'à contribuer aux prises de décisions sur le développement.

Cependant, même lorsque l'objet de l'intervention ne semble pas de prime abord concerner directement les femmes ou les personnes non binaires, il est important de prendre tout de même en compte cette dimension. C'est précisément ce que préconisent l'approche GAD (genre et développement) et la démarche d'intégration de la perspective de genre.

De plus, il ne suffit pas d'intégrer les femmes dans l'organisation d'un projet de solidarité internationale, il faut plutôt veiller à intégrer toutes les personnes qui seront touchées par ce projet. On le sait, il existe des différences culturelles importantes d'un pays à un autre, et cette remarque s'applique aussi aux relations de genre et à la répartition genrée des rôles, de même qu'à la représentation que se font les gens de ce qu'est une femme ou une personne non binaire, etc. Par conséquent, il importe de reconnaître les limites des femmes blanches et des hommes blancs occidentaux travaillant à un projet de solidarité internationale. On ne peut faire fi de ces différences ni essayer d'appliquer universellement ses propres critères en termes d'émancipation et de progrès social.

Longtemps, les institutions internationales ont cherché à exporter LE modèle universalisable en matière de lutte contre la pauvreté, de droit des femmes, etc. Mais seuls des projets élaborés en fonction du contexte de leur application seront amenés à fonctionner à long terme.

Il existe vraisemblablement des tensions assez fortes entre les paysannes autochtones et les femmes des mouvements féministes dans les espaces de prise de décision. Les premières ne se sentant pas représentées dans le féminisme, elles ont associé ce mouvement à la défense des seuls intérêts des femmes blanches de classe sociale supérieure. Il en va de même avec des groupes occidentaux de défense des personnes transgenre qui tentent d'appliquer, voire d'imposer, dans une autre culture leurs propres visions de ce qu'est la transsexualité.

Conclusion

Les objectifs principaux de ce complément théorique étaient de faire prendre conscience de l'importance de la participation des femmes et des personnes non binaires dans les projets de solidarité internationale, et surtout des personnes qui seront directement touchées par ces projets. La mise en place de tels projets devrait toujours se faire dans le dialogue, l'échange, plutôt que dans l'imposition d'une norme culturelle dominante.

ACTIVITÉ DE RÉFLEXION

Élaboration d'un projet de solidarité internationale qui intègre les femmes et les personnes non binaires

Objectif

Cette activité de réflexion devrait permettre de mettre en pratique l'ensemble des enjeux théoriques qui ont été abordés au cours de ce module. Elle invite les membres du groupe à se confronter aux difficultés que peuvent rencontrer des acteurs et des actrices qui veulent intégrer la diversité des femmes et des personnes non binaires dans leurs projets.

Déroulement

1. Le ou la responsable de la formation s'assure d'avoir pris connaissance des différents projets ainsi que de la fiche *Guide de création d'un projet solidaire* en annexe, puis de les imprimer et de les découper;
2. Il ou elle divise la classe en 4, 5 ou 6 équipes selon les effectifs présents.
3. Il ou elle attribue à chaque équipe un projet précisant le type d'acteurs que ses membres représenteront, le thème général ainsi que le pays où se déploiera le projet.
4. Chaque équipe doit alors débattre pour préciser la nature de son projet et déterminer la meilleure façon d'intégrer pleinement tous les acteurs et actrices en jeu. Pour s'aider, les membres de l'équipe devront suivre la fiche en annexe intitulée : *Guide de création d'un projet solidaire* (25 à 30 minutes environ).
5. Ensuite, chaque équipe présente son projet aux autres équipes et explique les mesures qu'elle compte prendre pour intégrer au mieux les femmes et les personnes non binaires. Une période de questions sera prévue après chaque présentation (15 à 20 minutes).

Matériel nécessaire

- Le nombre suffisant de copies imprimées de la fiche des projets (en annexe).
- Le nombre suffisant d'exemplaires du *Guide de création d'un projet solidaire* (en annexe).

RÉFÉRENCES

Chant, Sylvia. 2016. «Women, girls and world poverty: empowerment, equality or essentialism?», *International Development Planning Review* 38 (no 1) : 1-24.

Collins, Patricia Hill. 2008. *Black Feminist Thought*. New York : Routledge, 384 p.

Davis, Angela. 1983. *Femmes, race et classe*. Paris : Des femmes, 341 p.

DAWN. 2000. «Propositions, stratégies et méthodes alternatives». Dans Jeanne Bisilliat et Christine Verschuur, dir., *Le genre : un outil nécessaire*. Paris/Genève : L'Harmattan, 181-192.

Dechaufour, Laetitia. 2008. «Introduction au féminisme postcolonial». *Nouvelles Questions Féministes* 27 (no 2) : 99-110.

Dufour, Pascale et Isabelle Giraud. 2010. *Dix ans de solidarité planétaire : perspectives sociologiques sur la Marche mondiale des femmes*. Montréal : Les éditions du remue-ménage, 245 p.

Falquet, Jules. 2003. «Femmes, féminismes et "développement" : une analyse critique des politiques des institutions internationales». dans Jeanne Bisilliat, dir., *Regards de femmes sur la globalisation : approches critiques*. Paris : Karthala, 75-112.

Favreau, Louis et Lucie Fréchette. 2002. *Mondialisation, économie sociale, développement local et solidarité internationale*. Sainte-Foy (Québec) : Presses de l'Université du Québec, 286 p.

Jaquette, Jane S. et Kathleen Staudt. 2006. «Women, Gender, and Development». Dans Jane S. Jaquette et Gale Summerfield, dir., *Women and Gender Equity in Development Theory and Practice: Institutions, Resources, and Mobilization*. Durham (Caroline du Nord) : Duke University Press, 17-52.

Lugones, Maria. 2007. «Heterosexualism and the Colonial / Modern Gender System». *Hypatia* 22 (no 1) : 186-209.

Martinez, Andrea. 2008. «Genre et développement : enjeux et luttes des femmes du Tiers-monde». Dans Pierre Beaudet, Paul Haslam et Jessica Schafer, dir., *Introduction au développement international*. Ottawa : Presses de l'Université d'Ottawa, 70-85.

Mohanty, Chandra Talpade. 1984. «Under Western Eyes: Feminist Scholarship and Colonial Discourses». *Boundary 2* 12/13 (no 3) : 333-358.

Nagels, Nora. 2016a. «The Social Investment Perspective, Conditional Cash Transfer Programmes and the Welfare Mix: Peru and Bolivia». *Social Policy and Society* 15 (no 3) : 479-493.

Nagels, Nora. 2016b. *Genre et politiques de lutte contre la pauvreté au Pérou et en Bolivie*. Conférence invitée, 10 novembre 2016, Montréal.

Nations Unies/PNUD. 2017. *Égalité des sexes*. En ligne. <http://www.undp.org/content/undp/fr/home/ourwork/gender-equality/overview.html> (page consultée le 30 octobre 2017).

France. Haut Conseil de la coopération internationale. S. d. *Intégrer le genre dans les actions de coopération et de solidarité internationale*. Dossier rédigé par Yveline Nicolas. Paris : Haut Conseil de la coopération internationale, 6 p.

Pinto, Rita Soares. 2008. *L'institutionnalisation du genre : de la conceptualisation théorique à la mise en pratique*. Comité québécois femmes et développement de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI). En ligne. <http://www.aqoci.qc.ca>

Rousseau, Stéphanie. 2009. « Genre et ethnicité racialisée en Bolivie : pour une étude intersectionnelle des mouvements sociaux ». *Sociologie et sociétés* 41 (no 2) : 135-160.

Stip, Emmanuel. 2015. « Les RaeRae et Mahu : troisième sexe polynésien ». *Santé mentale au Québec* 40 (no 3) : 193-208.

Suriyasarn, Busakorn. 2016. « Discrimination and Marginalization of LGBT Workers in Thailand ». Dans Thomas Köllen, dir., *Sexual Orientation and Transgender Issues in Organizations*. (Suisse) : Springer, 197-215.

Verschuur, Christine. 2015. « Une histoire du développement au prisme du genre : perspectives féministes et décoloniales ». Dans Christine Verschuur, Isabelle Guérin et Hélène Guétat-Bernard, dir., *Sous le développement, le genre*. Marseille : Éditions de l'Institut de recherche pour le développement, 43-71.

Verschuur, Christine et Blandine Destremau. 2012. « Féminismes décoloniaux, genre et développement : histoire et récits des mouvements de femmes et des féminismes aux Suds ». *Revue Tiers Monde* 1 (janvier, no 209) : 7-18.

Wilson, Alex. 1996. « How We Find Ourselves: Identity Development and Two Spirit People ». *Harvard Educational Review* 66 (juillet, no 2) : 303-317.



ANNEXES

Je suis MARIAME

- Femme cisgenre
- Lesbienne
- Guinéenne
- Noire
- Étudiante

Je suis DJAMILA

- Femme cisgenre
- Hétérosexuelle
- Canadienne
- Fonctionnaire

Je suis MALAI

- Femme transgenre
- Hétérosexuelle
- Thaïlandaise
- Musicienne

Je suis EMILY

- Adolescente
- Cisgenre
- Atteinte de trisomie 21
- En couple hétérosexuel
- États-Unienne

Je suis NAKAWÉ

- Femme cisgenre
- Autochtone (Huichol)
- Mexicaine
- Ma terre a été rachetée par une compagnie pétrolière canadienne

Je suis ERIKA

- Femme cisgenre
- Hétérosexuelle
- Suédoise
- Chirurgienne

Je suis ANGHA

- Femme cisgenre
- Hétérosexuelle
- Indienne
- Enceinte d'une fille
- Agricultrice

Je suis LOUISIA

- Femme cisgenre
- Italienne
- Retraitée
- Mariée
- Condition de vie précaire dans une maison pour aînés

Je suis AWA

- Enfant de 10 ans
- Femme cisgenre
- Tanzanienne
- Albinos
- Pauvre

Je suis SELEN

- Femme cisgenre
- Hétérosexuelle
- Sans enfant (par choix)
- Artisane indépendante

Je suis MIKHAILA

- Femme cisgenre
- Lesbienne
- Russe (Sibérie)
- Agricultrice
- Mariée
- Mère d'un fils adopté

Je suis APRIL

- Jeune fille de 10 ans
- Femme transgenre
- Afrique du Sud
- Trouble de l'apprentissage

LEXIQUE

Allié ou alliée : personne qui se définit non pas comme porteuse d'une cause, mais comme une alliée de celles et ceux qui la portent, qui soutient les idées, s'éduque, repense ses privilèges, comprend ce qu'on peut apporter d'utile, ne prend pas la place légitime d'autrui.

Androgyne : l'identité de genre d'une personne considérant son identité comme un mélange d'homme et de femme.

Binaire : la division des êtres humains en deux sexes clairement définis et distincts – hommes et femmes – et à accepter les rôles de genre typiques, stéréotypés (les filles aiment le rose, les garçons le bleu...).

Cisgenre : personne dont l'identité de genre correspond au sexe assigné à sa naissance.

Féminisme : mouvements et pratiques sociales qui défendent l'égalité de droit et de fait entre les femmes, les hommes et les personnes non binaires ainsi que l'amélioration des conditions sociales, économiques, culturelles et politiques d'existence des femmes.

Genre variant (gender fluid) : personne dont l'identité sexuelle n'est pas fixée et qui varie dans le temps, au gré des changements et des situations.

Intersectionnalité : Interaction simultanée de plusieurs formes de domination ou de discrimination qui constituent un système d'oppression. L'intersectionnalité souligne les liens qui existent entre les discriminations basées sur le racisme, le sexisme, l'homophobie, le classisme, l'âgisme et le capacitisme, entre autres.

Intersexe : personne dont le sexe biologique présente naturellement des caractéristiques qui ne sont pas strictement masculines ou féminines.

Khatoey : femme transgenre thaïlandaise.

Misogynie : attitude ou comportement de mépris ou de haine envers les femmes.

Queer : réappropriation de l'insulte dans la langue anglaise utilisée pour mépriser les personnes étrangères. Terme utilisé pour nommer une personne dont l'identité de genre ou l'orientation sexuelle n'est pas catégorisable dans la binarité femme/homme ou hétérosexuelle/homosexuelle. En français, on rencontre aussi les termes d'« allosexuel » ou d'« altersexuel ».

Rôle de genre : ensemble de comportements traditionnellement et socialement catégorisés comme étant féminins ou masculins selon le fait d'être une personne du sexe féminin ou masculin.

Sexisme : attitude discriminatoire adoptée en raison du sexe. Le sexisme divise les rôles, les habiletés, les intérêts et les comportements selon le sexe. Les effets principaux sont la discrimination et les préjugés principalement envers les femmes.

Transgenre : Personne qui ne se sent pas à l'aise dans son identité sexuelle et qui la rejette en tout ou en partie. Une personne transgenre n'a pas encore dans les faits entamé le processus pour changer de sexe.

Transsexuelle : une personne qui a achevé sa transition (médicale, sociale ou légale) afin de faire correspondre son sexe biologique et son identité de genre.

Troisième genre : un individu qui se considère ni comme un homme ni comme une femme, ou bien comme homme et femme à la fois, ou qui se dit neutre. C'est le cas des Khatoeys en Thaïlande et les Hijra en Inde.

Transphobie : discrimination et préjugés envers une personne transsexuelle.

Projet 1

Type d'acteur
Organisation non
gouvernementale

Thème
Agriculture

Pays/Région
Brésil

Projet 2

Type d'acteur
État

Thème
Droits des femmes

Pays/Région
Ouganda

Projet 3

Type d'acteur
Mouvement citoyen
international

Thème
Droit des personnes non
binaires

Pays/Région
Amériques (Nord et Sud)

Projet 4

Type d'acteur
Institution internationale

Thème
Lutte contre la pauvreté

Pays/Région
Vietnam

Projet 5

Type d'acteur
Organisation non
gouvernementale

Thème
La santé des femmes et des
fillettes

Pays/Région
Inde

Projet 6

Type d'acteur
Collectivité locale

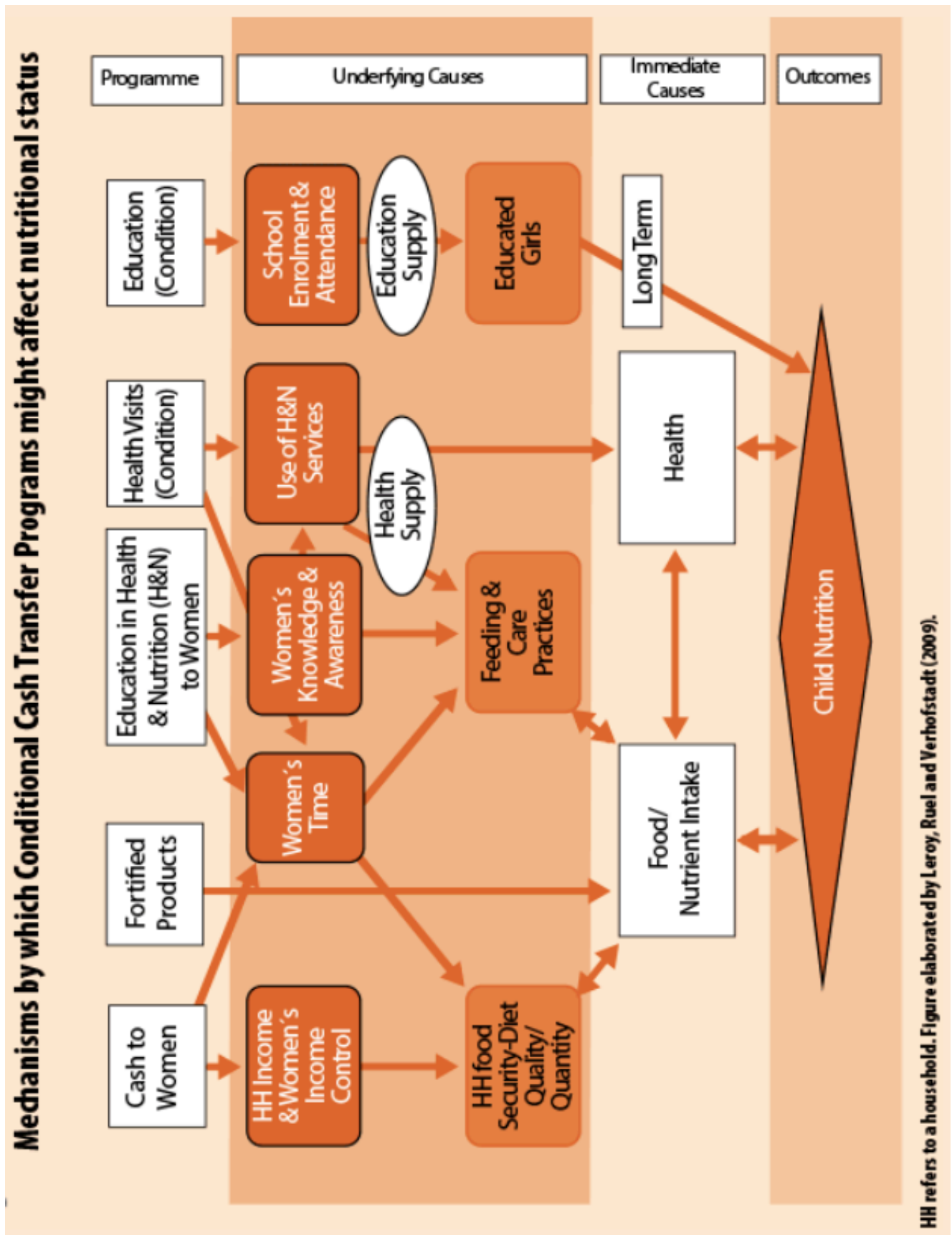
Thème
Protection de
l'environnement

Pays/Région
Jumelage entre Charlevoix
et Alice Springs (ville rura-
le australienne composée
majoritairement d'habitants
aborigènes)

Exemple concret d'un projet intégrant les femmes

Programme Oportunidades de transferts conditionnés au Mexique

Source : Magaña Lemus, David. 2016. « Food-Demand Analysis in Mexico: A Social Program's Effects on Dairy Products Expenditure ». *Reality, Data and Space. International Journal of Statistics and Geography* 7 (mai-août, no 2) : 30.



GUIDE

Création d'un projet solidaire inclusif

Ce guide a pour objectif de vous aider dans l'élaboration de votre projet. Voici les questions à propos desquelles vous devriez débattre :

1. À partir du thème, du type d'acteur que vous êtes et du pays dans lequel se déroule votre projet, essayez d'abord de préciser sur quoi vous voulez agir en particulier.

Exemple : Si le thème est la défense des animaux, que vous êtes une ONG et que cela se déroule au Laos, vous pourriez aboutir à un grand nombre de projets : former des Laotiennes aux métiers des réserves naturelles ou des soins animaliers; défendre les singes de la déforestation en prenant en compte les besoins des femmes autochtones, etc.

2. Dressez la liste des différences culturelles que vous pourriez rencontrer, le contexte politique et social, les personnes qui seront possiblement touchées par votre projet (directement ou indirectement).

Exemple : Rapports de genre et répartition des tâches différentes, religion spécifique, etc. Personnes touchées : les femmes, les hommes, possiblement des personnes non binaires, la communauté autochtone, les entreprises de déforestation, les universités ou les centres de formation en soin animal, etc. Contexte : relations tendues, voire conflictuelles, entre les populations autochtones et l'État, pauvreté et chômage des zones rurales, etc.

3. Tentez de trouver des solutions pour prendre en compte les spécificités liées au contexte et à la culture locale, et cherchez des façons d'impliquer les femmes ou les personnes non binaires concernées par votre projet.

Exemple : Travailler avec de petites ONG locales pour assurer une continuité du projet après votre départ, vous assurer que les femmes autochtones auront toujours accès aux forêts abritant les singes lorsque celles-ci seront transformées en zones protégées, engager des formatrices ou des formateurs locaux pour